

# 7<sup>e</sup> Congrès mondial de l'Internationale de l'Education

**Ottawa 22 - 26 juillet 2015**

## SOMMAIRE

### 1-Présentation

### 2- Interventions de Jacques PARIS et de Jérôme LEGAVRE

### 3- résolutions adoptées :

- promouvoir EFP
- Urgente Grèce
- Combattre  
l'austérité

Le 7<sup>e</sup> Congrès mondial de l'Internationale de l'Education, réuni à Ottawa, au Canada, du 22 au 26 juillet 2015 a rassemblé plus de 1150 délégués et observateurs provenant de 260 organisations membres de 142 pays.

La FNECFP FO y était représentée par J.Paris et J. Legavre. Le SNETAA-FO, qui est membre fondateur de l'IE, y conserve son affiliation propre et était représenté par C. Lage et P.Vivier. La FNECFP FO est intervenue deux fois en séance plénière, une fois sur le rapport d'activité, une fois pour présenter la résolution qu'elle soumettait au congrès (voir annexes et plus bas).

Le Congrès a adopté un Document politique sur les droits humains et syndicaux, cinq addenda au « Document politique sur l'éducation » de l'Internationale de l'Education (adopté par le 6<sup>e</sup> Congrès mondial réuni au Cap en juillet 2011 ainsi que quarante-trois résolutions proposées par le Bureau exécutif et les organisations membres.

Le fait que les affiliés aient la possibilité de présenter des résolutions sur les thèmes de leur choix a une grande importance pour permettre une discussion ouverte. Il serait évidemment trop long d'analyser la totalité de ces résolutions, dont non seulement les thèmes sont nombreux mais dont les orientations peuvent aussi être assez différentes.

Des résolutions d'urgence ont également été adoptées condamnant les violations des normes internationales en matière de droits syndicaux en Iran, en Corée et en Colombie. Une de solidarité sur le Népal suite au séisme et une de soutien au personnel enseignant et aux employé(e)s de l'éducation en Grèce.

Le délégué du syndicat grec OLME a souligné lors de la présentation de cette résolution l'impact dévastateur que l'austérité avait eu sur le secteur de l'éducation grec, au cours de ces dernières années: une diminution de 35 pour cent du budget de l'éducation, une réduction de 28 pour cent du nombre d'enseignant(e)s, une baisse de 45 pour cent des salaires des enseignant(e)s, ainsi qu'un taux de chômage national qui atteint les 60 pour cent. Les politiques d'austérité ont provoqué une « crise humanitaire en Grèce ».

Nous retenons en particulier dans les décisions du congrès celle de mener une campagne mondiale contre la privatisation de l'Education. « La privatisation de l'éducation constitue la menace la plus importante à l'éducation en tant que bien public » a déclaré la présidente de l'Internationale de l'éducation. « La privatisation est déjà là » a déclaré la présidente du syndicat NUT (Grande-Bretagne), soulignant les conséquences : bas salaires, conséquences sur le droit syndical (« cela nous empêche de nous organiser ») et la qualité de l'éducation. La présidente de l'American Federation of Teachers (AFT), a déclaré que si la résolution défendait les enfants et la profession enseignante, l'IE et ses affiliés devaient agir rapidement, afin de « combler leur retard par rapport aux partisans de la privatisation ».

Nous retenons aussi la défense du droit de grève comme découlant de la liberté syndicale définie par la convention 97 de l'OIT, affirmée dans le document politique sur les « droits humains et syndicaux », ce qui est d'actualité dans de nombreux pays, y compris en Europe !

Beaucoup d'intervenants, lors des débats sur divers projets de résolution ont fait référence à l'austérité et ses conséquences dans leur pays et aux revendications qui en découlent.

Soulignons aussi que le président de la confédération syndicale canadienne, invité à prendre la parole lors de la séance d'ouverture a déclaré: « nous devons résister à l'austérité », ce qui a eu un large écho dans le congrès.

La question du soutien et de l'implication dans « l'agenda des objectifs du développement durable », qui doivent prendre la suite des « objectifs du millénaire » et être adoptés dans les prochaines semaines à l'ONU n'a pas été abordée par les délégués, mais surtout par les ONG qui ont pris la parole parmi les invités.

Le SNETAA-FO avec le BLBS (Allemagne), la CSI-CTF (Espagne), KTÖS (Chypre), FSASH et SPASH (Albanie) présentait une résolution intitulée « PROMOUVOIR L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION PROFESSIONNELS (EFP). QUALIFIER LES JEUNES », adoptée à l'unanimité (voir annexes).

La FNEC-FP FO présentait une résolution intitulée « COMBATTRE L'AUSTERITE POUR DEFENDRE LES DROITS, LES STATUTS, LES EMPLOIS, LES SALAIRES » adoptée également à l'unanimité (voir annexes). Cette résolution a été secondée par le syndicat espagnol STES et soutenue par des interventions de syndicats :

- du Bénin qui a appelé à voter cette résolution pour éviter la clochardisation des enseignants et la totale déconfiture du système éducatif,
- du Niger qui a souligné que le droit à l'éducation n'existe pas pour des milliers et des milliers d'enfants, et qu'ils se battent depuis des années pour un statut, et a dénoncé l'existence d'une fonction publique à deux vitesses,
- du Burkina Faso qui a rappelé que son pays a beaucoup souffert des plans d'ajustement structurels, autre nom de l'austérité. Citant une résolution commune à plusieurs confédération de pays de la région, il a souligné une nécessaire riposte mondiale, régionale et nationale.
- les syndicats de Tunisie (UGTT) qui ont déclaré que le plus grand péril ce sont les coupes budgétaires des services publics. Les plus pauvres n'ont plus accès à l'éducation, faute de moyens. Nous devons nous opposer (aux mesures d'austérité) de toutes nos forces,
- l'AFT (affiliée à l'AFL-CIO) des États-Unis a souligné que l'austérité aux USA ce sont des coupes drastiques pour les programmes des enfants les plus pauvres et les handicapés. La réduction des services est à l'œuvre dans de nombreux États (Kansas, Wisconsin...) même si certains états essaient de maintenir les budgets (Minnesota...). Les attaques contre les droits des travailleurs sont fortes dans le supérieur et des politiques commerciales vont à l'encontre des droits des travailleurs. Nous devons nous y opposer.
- Le GEW d'Allemagne (affilié au DGB), qui a déclaré que madame Merkel détruit la justice sociale. Ils appuient toutes les résolutions contre l'austérité. Les syndicats de Grèce et du Portugal savent qu'ils peuvent compter sur nous. Il faut lutter ensemble contre les politiques d'austérité.
- du SNTE du Mexique : le défi fondamental est une éducation de qualité. Il faut lutter contre les positions gouvernementales . Il est prioritaire pour les enseignants de transmettre des connaissances. Il faut que notre salaire soit juste et notre métier respecté.
- des syndicats du Chili qui ont souligné que dans leur pays beaucoup de réformes ont visé à la commercialisation de l'enseignement : l'éducation est entre les mains des marchés. Cette politique vise à diminuer les salaires, qui ne sont pas fixés par la négociation collective.

Au vu des débats et délibérations ce congrès est un point d'appui pour le combat syndical en défense des intérêts particuliers, matériels et moraux des personnels de l'éducation .

## Intervention de Jacques Paris sur le rapport d'activité de l'IE

Chers collègues, chers camarades,

Je vous apporte le salut de la confédération Force Ouvrière de France et de sa fédération de l'enseignement, la FNEC-FP FO .

Notre fédération approuvera le rapport d'activité présenté par le Bureau Exécutif. Dans une situation très difficile pour les travailleurs et le mouvement syndical, depuis le congrès du Cap, notre internationale est restée fidèle à ses principes fondamentaux, notamment la défense de l'éducation publique pour tous et la défense des droits syndicaux, tels que définis par les conventions de l'OIT.

C'est donc avec satisfaction que nous notons que dans les documents politiques présentés à ce congrès, l'IE réaffirme que l'éducation doit être financée et réglementée par les pouvoirs publics et son opposition à la mise en oeuvre des politiques de privatisation, à la déréglementation et à la réduction des services publics au nom de la réduction des déficits publics.

Alors que dans de nombreux pays les droits syndicaux sont menacés et le droit de grève il est aussi tout à fait essentiel de réaffirmer que le droit de grève est indissociable du droit à la liberté syndicale, inscrit dans la convention 87 de l'OIT.

Partout dans le monde les gouvernements et les institutions internationales mènent des politiques d'austérité pour faire supporter les conséquences de la crise de la dette aux peuples et aux salariés de tous les secteurs et réduire les services publics au strict minimum.

Les enseignants et les systèmes scolaires, les budgets, les emplois, les salaires sont des cibles de ces plans.

En France, au nom des engagements des traités européens, le salaire des fonctionnaires est bloqué depuis 2010, et le gouvernement a décidé de couper 54 milliards dans les dépenses publiques, 40 milliards donnés au patronat... Et le chômage ne cesse d'augmenter, dépassant les 3,5 millions de chômeurs.

Comment aujourd'hui ne pas être indigné par le diktat imposé au peuple grec par les institutions de l'Union européenne et les gouvernements, qui prétend imposer l'austérité perpétuelle, planifie cyniquement d'enfoncer le peuple dans la misère, organise les privatisations massives, nie la souveraineté nationale et la démocratie. Ce diktat montre jusqu'où peut mener la politique d'austérité.

Le projet de document sur les droits humains et syndicaux qui nous est soumis réaffirme à juste raison que l'Internationale de l'Education « est indépendante des gouvernements et des organisations intergouvernementales ».

En conséquence l'Internationale de l'Education ne doit-elle pas dénoncer avec la plus grande netteté l'ensemble des plans d'austérité et d'ajustement structurels dictés aux gouvernements du monde entier par les institutions internationales tels le Fonds Monétaire International et l'Union Européenne ? Ne doit-elle pas affirmer avec force qu'elle s'oppose à ce que les budgets publics dont dépend le fonctionnement des systèmes d'enseignement, les salaires, les emplois, les statuts des personnels soient victimes des plans d'austérité, et qu'elle soutient et soutiendra les initiatives de ses membres, y compris la grève, pour s'y opposer et défendre leurs droits et leurs revendications ?

Je vous remercie de votre attention.

## Intervention de Jérôme Legavre, secrétaire fédéral de la FNECFP-FO

### La résolution que nous présentons est soutenue par le STES intersindical (Espagne)

Chers camarades, chers collègues,

Notre résolution s'intitule « Combattre l'austérité pour défendre les droits, les statuts, les emplois, les salaires ».

Cela en résume l'objet.

De nombreux intervenants dans ce congrès ont fait état de la situation dans leur pays et des conséquences des politiques d'austérité sur la situation des enseignants.

Les revendications résumées dans le titre de cette résolution sont d'actualité dans la plupart de nos pays.

Elles vont évidemment de pair avec la promotion d'une éducation de qualité pour tous et avec la campagne que nous avons décidée contre la privatisation de l'éducation.

Je rappellerai que la recommandation de 1966 OIT UNESCO qui définit les normes internationales applicables à la profession enseignante établit notamment que la stabilité professionnelle et la sécurité de l'emploi sont indispensables dans l'intérêt de l'enseignement comme dans celui de l'enseignant et que les salaires doivent au moins suivre le coût de la vie.

Or, les mesures d'austérité dans notre secteur de l'éducation conduisent à des coupes budgétaires, à des suppressions massives d'emplois, des coupes dans les salaires, au développement de la précarité.

Elle provoquent confits, grèves dans de nombreux pays. Les enseignants et leurs syndicats, face à cette politique, sont en état de légitime défense.

Je voudrais illustrer mon propos par la situation dans mon propre pays.

En France, selon des statistiques officielles, entre 2000 et 2013, sur l'ensemble des personnels relevant de l'EN, 135 000 emplois ont été supprimés, plus de 40 000 sur la même période pour les seuls enseignants. Le recours aux personnels précaires, sans garantie d'emploi, ne cesse d'augmenter.

Les salaires sont bloqués depuis 2010 et les enseignants voient leur salaire diminuer, ce que confirme les données des ressources en éducation de l'OCDE.

L'enquête Talis établit d'ailleurs que si nos collègues sont attachés à leur métier, seulement 5% d'entre eux considèrent que leur métier est valorisé par la société. Une crise du recrutement d'enseignants se développe.

En 2013, le gouvernement actuel a décidé d'aller encore plus loin, d'offrir 40 milliards aux entreprises, et d'imposer 54 milliards d'euros de coupes dans les dépenses publiques, ce qui ne peut qu'aggraver la situation.

Loin d'être une solution à la crise, dont il faut rappeler qu'elle a pour origine la spéculation financière effrénée, l'austérité est une spirale qui nous emporte vers une régression généralisée.

L'exemple actuel de la Grèce démontre que cela conduit inévitablement à une catastrophe sociale et bafoue la démocratie.

Il s'agit donc d'envoyer un message de fermeté et un message de soutien aux revendications de nos collègues, aux actions de nos membres et de dire nettement que les politiques d'austérité doivent être stoppées.

Il s'agit de dire que ce combat doit être mené au plan national et international.

Je vous demande donc de voter cette résolution.

Merci de votre attention.

## RESOLUTION 1.4

### PROMOUVOIR L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION PROFESSIONNELS (EFP). QUALIFIER LES JEUNES.

1. La crise économique et financière, loin d'être résolue, réaffirme la nécessité de préparer tous les jeunes à une formation de qualité. L'EFP incluant l'enseignement et la formation professionnels techniques EFPT (conformément à la Classification internationale type de l'éducation - CITE - intégrant l'EFPT dans l'EFP) doit amener à un diplôme reconnu délivré par le système public d'éducation de chaque pays, sans restriction sur le marché du travail, d'une région à l'autre.
2. À cette fin, tous les pays doivent consacrer les moyens suffisants pour développer un EFP de haut niveau à égale importance des autres voies de formation.
3. La résolution «Les six points fondamentaux pour renforcer l'enseignement professionnel » (5ème Congrès mondial 2007) est encore plus d'actualité et chaque pays doit lui redonner sa place centrale dans les politiques éducatives publiques
4. Un EFP moderne se doit de prendre en compte le droit des jeunes de choisir librement leur formation professionnelle. Les nations doivent lutter contre les sorties sans qualification et développer l'intégration de tous les jeunes quels que soient leur condition, leur origine, leur genre.
5. L'EFP doit développer l'insertion des handicapés par la mise à disposition de moyens matériels et humains.
6. Tous les jeunes issus de l'EFP doivent pouvoir accéder s'ils

le souhaitent à une formation professionnelle en enseignement supérieur. L'EFP ouvre la voie d'une formation continue, tout au long de la vie.

7. Nous savons que les Nations qui ont valorisé leur EFP ont permis aux jeunes de mieux supporter les conséquences de la crise économique et financière. Ainsi le taux de chômage est moins élevé chez ces jeunes. Nous croyons que l'EFP est une solution importante à la résolution de la crise mondiale. Pour réduire le chômage chez les jeunes, promouvons un EFP de haut niveau !

8. L'EFP doit garantir l'employabilité à long terme et ne doit pas uniquement être axé sur une formation professionnelle spécifique. Il doit également permettre aux élèves d'acquérir les connaissances et les compétences générales de base, tout en leur offrant des opportunités de suivre un apprentissage ou une formation en entreprise, sous la supervision et la responsabilité de l'école ou de l'institution de formation.

9. L'accès aux nouvelles technologies doit être garanti pour tous. Le développement du numérique constitue un ensemble de savoirs qui nécessitent une sensibilisation tant à ses avantages qu'à ses dérives potentielles.

10. L'EFP de haute qualité suppose des enseignants et/ou éducateurs spécifiques hautement qualifiés. Ils ont droit à de bonnes rémunérations et des conditions de travail favorables à l'exercice de leur métier.

11. L'EFP doit favoriser l'éducation au développement durable de l'économie mondialisée.

12. Les jeunes de l'EFP doivent aussi découvrir d'autres milieux de vie et de travail. À cette fin, les programmes d'échanges internationaux doivent être développés dans l'enseignement professionnel.

---

## RESOLUTION 7.3 (URGENTE)

### ARRETONS LES POLITIQUES D'AUSTERITE EN GRECE !

**Le 7e Congrès mondial de l'Internationale de l'Education, réuni à Ottawa du 21 au 26 juillet 2015**

**Exprime** son soutien total aux enseignant(e)s et travailleurs/-euses de Grèce dans leur combat contre la prolongation des mesures d'austérité imposées par l'UE, la BCE et le FMI de manière non démocratique par le biais d'un nouveau mémorandum d'accord en juillet 2015.

**Déclare** que les politiques d'austérité et les restrictions budgétaires dans le secteur public, notamment dans les services sociaux (éducation, santé, bien-être), concernent toute la population, en particulier les plus pauvres et les plus vulnérables, et doivent être arrêtées. Ces politiques ne peuvent mener à la croissance et ont déjà provoqué une crise humanitaire dans le pays.

**Soutient** le droit des travailleurs/-euses de protester et manifester contre l'austérité.

**Exige** que les gouvernements mettent fin aux politiques d'austérité, allègent le fardeau de la dette publique et augmentent le budget de l'Etat consacré à l'éducation.

## RESOLUTION 1.12

### COMBATTRE L'AUSTERITE POUR DEFENDRE LES DROITS, LES STATUTS, LES EMPLOIS, LES SALAIRES

**Le 7ème Congrès mondial de l'Internationale de l'Education (IE), réuni à Ottawa du 21 au 26 juillet 2015:**

**Notant** que partout dans le monde, les politiques d'austérité sont renforcées, sous l'égide notamment du Fonds Monétaire International et de l'Union Européenne, afin de répondre aux exigences des marchés financiers, et qu'elles visent à faire reporter le poids de la dette sur les épaules des travailleurs, qui ne sont nullement responsables de la crise économique et financière ;

**Constatant** que ces politiques s'accompagnent de baisses d'impôts sur les profits et pour les plus riches, favorisent l'évaporation fiscale, privant ainsi le secteur public de ressources ;

**Constatant** que ces politiques se traduisent par des coupes budgétaires massives qui ont un effet désastreux sur l'Education, et que le secteur privé participe de façon croissante à l'éducation publique ;

**Constatant** que ces politiques se traduisent dans nombre de pays par des licenciements d'enseignants, par exemple à échelle massive en Grèce, et que les enseignants sont de plus en plus précarisés ;

**Observant** que les salaires des personnels de l'Education sont lourdement attaqués, que la mise en place du paiement au mérite est facteur d'inégalité et que les avantages octroyés à certains le sont au prix de diminutions salariales pour la masse des personnels ;

**Constatant** que les conditions d'exercice sont de plus en plus difficiles devant des classes toujours plus surchargées ;

**Constatant** aussi que la stabilité même de l'emploi n'est plus garantie pour des millions d'enseignants, reniant ainsi :

la recommandation OIT/ UNESCO de 1966: « La stabilité professionnelle et la sécurité de l'emploi sont indispensables, aussi bien dans l'intérêt de l'enseignement que dans celui de l'enseignant, et elles devraient être garanties même lorsque des changements sont apportés à l'organisation de l'ensemble ou d'une partie du système scolaire. »

celle de 1997 sur la condition du personnel enseignant de l'enseignement supérieur: « La sécurité de l'emploi dans la profession, y compris le régime de la permanence lorsqu'il existe ou le cas échéant son équivalent fonctionnel, devrait être préservée car elle est essentielle tant pour l'enseignement supérieur que pour son personnel enseignant. »

**Réaffirmant** qu'il est d'une importance cruciale que les enseignants bénéficient d'un statut élevé non seulement pour la qualité de l'éducation en soi, mais aussi pour faire progresser l'ensemble des sociétés (congrès de l'IE, Washington) ;

**Exprimant** sa solidarité avec tous les collègues et leurs syndicats qui se battent pour défendre leurs revendications et leurs droits, pour la préservation de leurs conquêtes démocratiques et sociales, pour le droit à l'éducation, à la formation et au travail, pour le droit à des emplois protégés par les conventions collectives et les statuts, souvent contraints à la grève ;

**Constatant** que ces attaques ont pour but de détruire les droits pour lesquels les travailleurs et démocrates ont combattu depuis plus d'un siècle à l'échelle nationale et internationale ;

**Le Congrès mondial, par conséquent,**

Mandate le Bureau exécutif, en coopération avec les organisations membres, pour:

**Dénoncer** les plans d'austérité, qui touchent de plein fouet l'Education et la jeunesse, et lutter contre la précarisation du métier enseignant, pour l'arrêt des licenciements ;

**Plaider** pour que soit mis en place des programmes pour renforcer ou reconstruire le secteur public à la place des « plans de sauvetage » et des programmes d'ajustement structurel ;

**Défendre** et renforcer le recrutement des personnels de l'Education sur la base de l'emploi permanent de titulaires garantis par un statut et d'agir pour la titularisation de tous les personnels maintenus en situation précaire ;

Mandate le Bureau exécutif pour:

**Développer** une campagne pour défendre les enseignants comme titulaires garantis par un statut ;

**Effectuer**, à partir des revendications précédentes, un vigoureux plaidoyer auprès des organismes intergouvernementaux appropriés, tels que l'UNESCO, l'UNICEF, l'OIT, l'OCDE, la Banque mondiale et le FMI, et qu'ils divulguent ces revendications dans le monde entier, et pour qu'il publie régulièrement des rapports sur l'état d'avancement de ces revendications ;

Ceci afin de faire respecter les recommandations sus-citées et de faire en sorte que la qualité de l'Education prime sur la rentabilité économique.